

Guyane : un territoire abandonné et sinistré

Article rédigé par , le 28 mars 2017

[Source : Boulevard Voltaire]

Plus de 23 faits de violence pour 1.000 habitants, c'est-à-dire 5 de plus qu'en Seine-Saint-Denis...

Il n'est pas exagéré d'affirmer que la Guyane est un territoire sinistré. Les chiffres de la criminalité y sont éloquentes : 3 vols avec arme pour 1.000 habitants pour l'année 2016, soit 13 fois plus qu'en France métropolitaine ; plus de 23 faits de violence pour 1.000 habitants, c'est-à-dire 5 de plus qu'en Seine-Saint-Denis ; 42 homicides pour 280.000 habitants, record de France ; sans compter la culture du viol et les trafics en tous genres... À l'image du reste de l'Amérique du Sud, la Guyane est pourrie par la violence aveugle, les gangs, la toxicomanie et la misère sociale.

Malheureusement, son sort ne semble jamais vraiment intéresser le pouvoir exécutif. L'an passé, Georges Patient, sénateur socialiste de Guyane, alertait ainsi sa propre formation politique en demandant des moyens policiers supplémentaires pour faire face à la délinquance. Il indiquait, par ailleurs, que le renforcement de l'appareil répressif ne serait pas suffisant sans de meilleurs contrôles aux frontières et une lutte spécifique contre les bandes organisées... Sa missive est restée lettre morte, ne lui attirant que le mépris.

Les Guyanais sont désespérés, persuadés d'avoir été abandonnés par l'État français. Ils ont sûrement raison. Ce territoire, grand comme l'Occitanie, est difficile à administrer. Loin de nos yeux, la Guyane est aussi, bien souvent, loin du cœur de la classe politique. Elle présente, pourtant, un intérêt stratégique majeur, nous rendant frontaliers du grand Brésil sur une distance de 730,4 kilomètres, c'est-à-dire plus que la frontière entre la France et l'Espagne ! Au large de ses côtes, nous pourrions même un jour trouver et exploiter du pétrole...

Toutefois, avant toute chose, il faudra remettre de l'ordre.

D'abord, en finir avec l'immigration qui submerge la région. Si les statistiques sur le sujet sont aussi peu nombreuses que lacunaires, il est certain que les immigrés, légaux et illégaux, venus du Brésil ou du Suriname, posent d'immenses problèmes aux locaux. Ils charrient avec eux la violence, la drogue et le trafic d'êtres humains.

En sus de ses difficultés sécuritaires, la Guyane accumule d'immenses déficits économiques et socio-culturels. Le taux d'alphabétisation est très largement inférieur à celui de la métropole et le chômage y est endémique. Ces raisons expliquent la grève générale qui a été décidée par des groupes d'activistes guyanais, entraînant des images trop habituelles en France ultramarine : commerces assiégés, aéroport arrêté ou bien encore suspension du lancement de la fusée Ariane... À cette occasion, le grand public a découvert le groupe des 500 frères, pères de familles musclés aux visages couverts de cagoules noires. Que réclament-ils ? Pardi, la sécurité et l'arrêt de l'immigration, comme nous le faisons en métropole !

Ericka Bareigts, ministre de l'Outre-mer, refuse même de se rendre en Guyane, craignant probablement d'y être enfermée à la manière de ce qu'Yves Jégo avait subi en Guadeloupe en 2009. Une attitude lâche qui fait mauvais genre à un mois du premier tour de l'élection présidentielle. Que faire pour la Guyane ? Lui donner suffisamment d'autonomie pour qu'elle puisse se développer dans sa région, tout en maintenant le lien qui l'unit à la France. Voilà une équation bien complexe...

Gabriel Robin